

# Seize jours pour trouver deux milliards d'euros

## BUDGET Les recettes fiscales ne rentrent pas aussi bien que prévu

► Les cabinets des Finances et des Affaires sociales ont confirmé le dérapage du budget 2016.

► L'espoir est de boucler le contrôle budgétaire avant le départ du Premier ministre en Chine.

Johan Van Overtveldt a endossé l'habit du pédagogue. Logique : il va devoir (s')expliquer. Le dérapage budgétaire d'un peu plus de deux milliards d'euros (nos éditions de vendredi) est, pour l'essentiel, imputable à une progression des recettes fiscales inférieures à ce qui avait été budgété.

On pressent que le ministre des Finances sera mis sur le gril. Car ce n'est pas la première fois que les Finances surestiment les recettes. Déjà, l'année passée s'était clôturée sur un manque à gagner de 900 millions, creusant d'autant le déficit public.

**1 Des prévisions faussées.** Cette fois, le plus gros poste concerne les versements anticipés des entreprises : il manque 1 milliard d'euros. Le fisc aurait mal évalué le rendement attendu des versements anticipés, confie-t-on au cabinet Van Overtveldt, où deux explications sont avancées. D'une part, un modèle mal calibré. Et des prévisions faussées, en 2015 et 2016, par un versement unique et exceptionnel effectué à la fin de l'année 2014 par

une seule entreprise. Ce versement exceptionnel n'aurait pas dû être intégré au modèle, explique-t-on au cabinet. Où l'on précise que le ministre a demandé au SPF Finances de suivre désormais les cent entreprises effectuant les versements anticipés les plus importants.

Les effectifs seront également renforcés, notamment au service d'études, pour éviter la répétition, à l'avenir, de ce type d'erreur, nous a-t-on confié au sein de l'administration, où l'on dé-

ment toute mésentente avec le ministre des Finances.

Autre explication : la faiblesse des taux d'intérêt. Le système est simple : l'entreprise qui paie une bonne partie de ses impôts par avance, via des versements anticipés, y gagne. Car lors de l'enrôlement, le solde à verser au Trésor est frappé d'une pénalité liée au taux d'intérêt à court terme. Mais voilà : quand les taux sont historiquement bas, les entreprises ne sont plus aussi pressées.

Les recettes de TVA et les versements au titre du précompte professionnel sont également inférieurs à ce qui avait été prévu. Côté TVA, le cabinet attribue le manque à gagner au ralentissement de la conjoncture à la fin de l'année passée et à l'impact économique des mesures de sécurité prises face à la menace de « niveau 4 ». Les Finances ont aussi mal évalué le coût budgétaire des intérêts notionnels. Et certaines recettes prévues dans le tax shift tardent à se matérialiser. Au total, le manque à gagner

atteint 1,4 milliard.

**2 Une inflation plus élevée qu'attendue.** Le gouvernement fédéral va également devoir verser un demi-milliard de plus que prévu aux Régions, au titre des avances sur le produit de l'impôt de personnes physiques (IPP). Déjà l'an passé, un cafouillage avait eu lieu dans ce dossier : le fédéral affirmait lors du conclave de mars qu'il devait récupérer 750 millions ; au final, les Régions, qui avaient modérément apprécié, n'étaient redevables que de quelque 150 millions. Cette fois, l'erreur de prévision tient à l'inflation, plus élevée qu'attendu lors de la confection du budget, précise-t-

on au cabinet Van Overtveldt.

Le déficit de la Sécu sera également plus important que prévu. Et le « trou » n'est pas mince : 441 millions d'euros. « *En cause : les indemnités et les pensions seront plus élevées qu'attendu. L'explication est simple : nous avions d'abord considéré qu'il n'y aurait pas d'indexation avant 2017. Or, elle devrait avoir lieu plus tôt, vraisemblablement en août* », explique-t-on au cabinet de Maggie De Block.

**3 Deux semaines pour conclure ?** Fort heureusement, l'Etat s'endettant à très bon compte, la charge de la dette sera moins élevée : le fédéral espère ainsi récupérer 300 millions. De sorte qu'au total, le dérapage du budget 2016 serait d'un peu plus de 2 milliards. Les données du problème sont désormais connues. Sa solution va occuper nos éminences durant les deux prochaines semaines.

Ce ne sera pas facile.

Relever les impôts ? Ni la N-

VA ni les libéraux n'y sont favorables. Réduire les dépenses ? Le CD&V, qui se veut le visage social de la coalition suédoise, y résistera. Et d'autres ministres tenteront d'abord de protéger « leurs » départements : les libéraux Maggie De Block (Open VLD) et Daniel Bacquelaine (MR) respectivement aux Affaires sociales et aux Pensions ; mais aussi les nationalistes flamands Steven Vandeput et Jan Jambon, le premier chargé de la Défense et de la Fonction publique, le second de l'Intérieur (et donc des services de police).

Le contrôle budgétaire s'annonce chaud. Objectif : le boucler avant le départ du Premier ministre en Chine, le 21 mars. Sinon... « *il faudra travailler pendant les vacances de Pâques* », confie-t-on dans l'entourage de la suédoise. ■

DOMINIQUE BERNIS

### TIMING

#### Un calendrier serré

Lundi, le rapport du comité de monitoring devrait être publié. On n'attend plus rien, sinon la confirmation des chiffres qui ont fuité en cette fin de semaine. Sur cette base, les groupes de travail inter-cabinet vont s'atteler à la tâche. Initialement, le contrôle budgétaire devait occuper nos éminences durant la deuxième quinzaine de mars. Mais le calendrier a été revu ; et l'objectif est ambitieux. L'espoir, confiait-on vendredi au cabinet van Overtveldt, est de boucler le contrôle budgétaire avant le départ du Premier ministre et du ministre des Finances en Chine le 21 mars.

**COMMENTAIRE**

PASCAL LORENT

**CE PAYS  
QUI COMPTAIT  
SES CONFETTIS**

**D**ans un pays plat, aussi plat qu'un plat, il manque 2 milliards pour boucler le budget. Ce n'est ni un drame, ni une sinécure. Et cela prêterait à rire si cela n'annonçait une cohorte de nouvelles économies dures aux fonctionnaires, aux chômeurs ou

aux bénéficiaires de la Sécu.

Car dans ce losange de terre coupé d'une médiane linguistique, on doit aussi trouver de quoi financer le tax shift, ce « glissement » fiscal censé alléger le coût du travail et le poids de l'impôt sur celui-ci, en chargeant d'autres formes de fiscalité plus ou moins indirectes - mais pas l'impôt des sociétés, vache sacrée de la majorité - de compenser le moins perçu. Et là aussi, le trou pour lequel il faut pelleter se mesure en milliards.

Sur ce lopin au futur incertain, on se chamaille entre majorité et opposition, fédéral et Régions. On

se jette les chiffres à la tête tels des confettis un jour de carnaval. Au point que le quidam ne sait plus à quel sain(t) parti se vouer. Sans parler de ces organes dont les bilans valent ordonnance - Banque nationale, Bureau du Plan, etc. - et dont la posologie, si elle varie en milligrammes, laisse toujours ce même goût amer aux marches du Palais.

Dans ce pays où Breughel toise Toine Culot, on réforme donc, mon p'tit Monsieur. Afin de déplacer la charge fiscale. D'une épaule à l'autre mais toujours sur les mêmes

dos voûtés. Et quand on s'y ose, on le fait avec l'audace des timides de Brel face à une jolie femme. Maladroïtement. Gauche, sauf dans les choix.

On déshabille l'Etat sans avoir encore confectionné la tunique de rechange. Puis on s'étonne qu'un petit matin d'hiver, on le retrouve vêtu d'une poignée de confettis. Dont on a compté chaque flocon. Parcimonieux que l'on est dans ce contentement indécent qui forge les postures, sur cette scène du petit théâtre des illusions qu'est devenue la politique.

**Ahmed Laaouej « En seize ans de carrière, je n'ai jamais vu cela »**

**D**epuis qu'il a rejoint le centre d'étude du PS en 2000 pour se charger des dossiers fiscaux, Ahmed Laaouej, député socialiste et spécialiste des questions budgétaires n'avait jamais vu cela. Il n'hésite pas à qualifier le trou budgétaire de deux milliards de « dramatique ».

**La situation est aussi grave ?**

*Pendant ces 16 ans où j'ai planché sur ces questions, je n'ai jamais vu cela. Cette aggravation du déficit était prévisible. Je n'ai cessé de lancer des mises en garde ces derniers mois.*

**La Sécu est responsable du quart du dérapage. Cela vous surprend ?**

*Pas du tout puisque ce gouvernement l'a privée d'une partie de son financement. Au bout de la trajectoire, en 2020, la Sécu sera amputée de deux milliards. Que ces comptes dérapent, c'était inscrit dans les astres. Tout comme l'écart entre les prévisions du rendement de l'impôt des sociétés (ISoc) et la réalité. Un trou de 1 milliard ! Comme l'année dernière, le gouvernement a retenu une hausse de plus de 20 % des recettes de l'Isoc, sans la moindre justification. Des rentrées fiscales de 14,5 milliards ont été budgétées : la réalité affiche 12 milliards. C'est grotesque ! On ne retient pas un bond aussi spectaculaire de recettes à ce point liées à la conjoncture. Et tout le monde*

*sait qu'elle est morose. Il y a d'autres surestimations de recettes dans le budget comme le rendement de nouvelles mesures fiscales : la taxe Caïman ou l'augmentation de la TVA de 6 à 21 %. Le bureau du Plan misait sur 500 millions. Le gouvernement a retenu 1,2 milliard. Les hausses de TVA et l'indexation décidées par le gouvernement font fléchir la consommation intérieure. Sans compter l'absence de financement du tax-shift que l'on paie déjà aujourd'hui. Vraiment, je me demande si certains n'ont pas reçu comme instruction d'habiller les chiffres budgétaires. C'est en tout cas de la gestion à la petite semaine. Plutôt que de passer l'aspirateur, on préfère cacher la poussière sous le tapis.*

**Vous pointez le cabinet des Finances ?**

*Je ne pointe pas un ministre en particulier. Que le Grand Argentier ne livre aucun effort pour lutter contre la fraude fiscale, cela, c'est sa responsabilité. Mais un budget, c'est l'affaire de tout le gouvernement.*

**Qui va payer la facture ?**

*Il n'y a pas 36 solutions : les deux seules voies possibles, c'est l'augmentation des taxes ou la diminution des dépenses dans les services publics. Or, chacun sait que les investissements publics constituent la clé de la relance écono-*

*mique. En sabrant dans ces dépenses, on se prive de cette capacité de relance. Les partis de la majorité ne cessent d'affirmer que nos dépenses publiques sont trop élevées et engloutissent plus de la moitié (52 %) de notre produit intérieur brut. Mais plus de la moitié de ces dépenses sont des prestations sociales qui sont réinjectées dans le PIB. En puisant dans la poche des ménages, le gouvernement fait fausse route au moment où il doit justement redonner de l'oxygène pour relancer la consommation.*

*C'est d'autant plus inquiétant que l'actualité génère de nouvelles dépenses, en matière de lutte contre le terrorisme et de financement en matière de mobilité, comme la mise en œuvre du RER.*

**L'objectif de l'équilibre budgétaire en 2008 est-il menacé ?**

*Si la majorité ne trouve pas de solution pour combler le trou, on risque en effet de nous retrouver à l'amende européenne, sous le coup d'un déficit excessif. Pourtant, il existe des alternatives à l'austérité pratiquée par ce gouvernement, comme la lutte contre la fraude fiscale, au point mort aujourd'hui et la contribution des revenus du capital, par exemple. ■*

Propos recueillis par  
DIRK VANOVERBEKE